le Levant, il passe les années de guerre en Suisse, mais ce n'est plus qu'un vieil homme malade, ruiné, dont on ne tient plus compte. L'indépendance du Liban lui permet de rentrer chez lui et de mourir en décembre 1946 à Beyrouth.

Homme de protestation, la nécessité de réformes sociales lui a toujours échappé. Arslān a été avant tout un cosmopolite formé à l'école du pan-islamisme hamidien. Véritable continuateur d'Afġānī, il meurt six ans avant la révolution des Officiers libres en Égypte qui transformera complètement le monde arabe et islamique pour lequel Arslān a tant combattu.

Cleveland a réussi dans ce livre le tour de force de nous décrire la vie si complexe d'Arslān en peu de pages en allant toujours à l'essentiel. L'érudit pourra regretter l'absence d'un développement plus long sur tel ou tel épisode significatif de la vie d'Arslān, mais l'interaction entre l'homme et son époque est toujours parfaitement décrite. Grâce à cette étude, on comprend mieux l'évolution de l'arabo-islamisme issu de la *salafiyya* et son importance dans la genèse du sentiment national arabe. On saisit aussi combien les formes de la lutte politique dans le monde arabe jusqu'en 1945 sont encore proches de celles de la seconde moitié du XIXe siècle.

Le titre du livre, *l'Islam contre l'Occident*, est contestable puisqu'il s'agit bien plus d'une lutte contre l'impérialisme que contre la civilisation occidentale. Arslān a agi dans deux mondes. Ses écrits ont réussi à rejoindre les émotions d'une époque en particulier grâce à la qualité de son expression littéraire arabe, mais sa pratique politique, durant ses longues années d'exil, s'est inscrite dans les structures et les discours politiques européens de son temps : que ce soit la doctrine libérale de la S.D.N., l'anticolonialisme des communistes et des socialistes ou la volonté de puissance du fascisme et du nazisme. Ne voulant pas reconnaître que les oppositions à leur domination venaient du contenu même de leurs politiques, Français et Anglais ont fait d'Arslān le bouc émissaire de leurs difficultés et ce dernier a bâti son prestige sur la réputation que les deux puissances impériales lui ont créée. Cet islamiste convaincu, exilé en Suisse, a vécu dans un dialogue et une complexité paradoxales avec l'Occident. Ce sont là quelques réflexions qu'inspire le remarquable livre de Cleveland.

Ces trois ouvrages traitant essentiellement de la période de l'entre-deux-guerres montrent combien l'inévitable Occident et l'Orient résistant, selon l'expression de M. Dominique Chevallier pour le Mont Liban du XIXe siècle, sont bien encore des termes nécessaires pour la compréhension de cette époque qui n'est pas si éloignée de la nôtre.

Henry LAURENS
(Université de Paris-Sorbonne)

Gregory C. KOZLOWSKI, *Muslim Endowments and Society in British India.* Cambridge, Cambridge University Press, 1985. In-8°, 211 p., bibliog., index.

Dans le couloir d'entrée de Lincoln's Inn, haut lieu londonien où se formaient les hommes de loi de l'Empire britannique, deux portraits se font face : celui du juge Hobhouse (membre du « Privy Council » de Sa Majesté, la plus haute instance judiciaire de l'empire) qui, par un jugement de 1894, rendit illégales pour les musulmans indiens les fondations pieuses dont les

BCAI 6 (1989) G.C. Kozlowski: Muslim Endowments and Society in British India, recensé par M. Gaborieau
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

revenus étaient destinés aux descendants du fondateur; et celui de Jinnah, le créateur du Pakistan qui, en 1913, commença sa carrière politique en faisant voter une loi rendant de nouveau légales de telles fondations. Cette curiosité historique mentionnée en conclusion (p. 191) résume bien le contenu et l'intérêt de ce livre bref mais dense : par le biais d'une étude des fondations pieuses (*waqf*, pl. *awqāf*), il ouvre des perspectives nouvelles pour comprendre l'évolution des musulmans du sous-continent indien pendant la période britannique.

Les fondations pieuses en Inde, en dépit de leur importance économique et politique, restent un domaine inexploré : un juriste musulman qui travaille dans l'administration de ces fondations pour le compte du gouvernement indien constatait récemment que l'on n'en possède toujours pas d'inventaire sérieux, bien que leur enregistrement soit en principe obligatoire depuis 1920 [1]. On doit féliciter Peter Hardy, le meilleur connaisseur de l'Inde musulmane [2], d'avoir suggéré ce sujet de recherche; et le directeur de la thèse, David Lelyveld, d'avoir fait appliquer une méthode de recherche dont il avait démontré la fécondité [3]. Il s'agit de retracer la genèse, durant la période britannique (1765-1947), des catégories nouvelles qui ont été créées pour interpréter la réalité sociale et politique des musulmans indiens : ainsi le travail de Lelyveld sur l'université musulmane d'Aligarh nous fait assister à l'émergence de la communauté musulmane comme un groupe socialement et politiquement exclusif, *qawm*; concept qui signifia d'abord « communauté religieuse », puis fut traduit par « nation » (par Jinnah toujours) pour justifier la création du Pakistan. Plus généralement cette méthode se recommande par l'étude des débats qui ont conduit à la formation de ces concepts, débats qui ont lieu sur des places publiques considérées comme des champs de lutte, des arènes (hindi-ourdou : *akhāṛā*) où les armes sont des concepts, et où les mots hérités de la culture islamique acquièrent un nouveau sens sous l'influence britannique grandissante. Le campus d'Aligarh était une telle arène. Le présent ouvrage nous entraîne vers d'autres champs de lutte.

Le premier est celui de l'administration. Après une introduction comparative qui rappelle l'importance des fondations pieuses dans le monde musulman en général et plus particulièrement en Inde (ch. 1), l'auteur opère une première percée dans la jungle des fondations pieuses; il prend comme source d'étude quarante d'entre elles qui ont fait l'objet de procès dans la seconde moitié du XIXe et au début du XXe siècle. Elles appartiennent toutes à cette catégorie que l'on appelle en jargon anglo-indien « family endowments », traduisant les termes suivants du lexique technique des musulmans indiens : l'arabe *waqf ʿalā l-awlād* et son équivalent persan *waqf-i awlād* ou *waqf*-i *khāndān*; il s'agit de fondations créées par des particuliers pour le bénéfice de leurs descendants qui en gardaient généralement l'administration. Cette première catégorie s'oppose à celle des « public endowments » (*waqf ʿalā l-ʿāmm*, *waqf-i ʿāmm*) dont les revenus ne sont pas réservés aux descendants du fondateur. Ce choix de la première catégorie comme sujet de la thèse se justifie par le fait qu'elle a été l'objet de mises en question incessantes par les autorités britanniques,

1. S. Khalid RASHID, *Waqf Administration in India*, New Delhi, Vikas Publishing House, 1979, p. 25-58.

2. Peter HARDY, *The Muslims of British India*, Cambridge, Cambridge University Press, 1972.

3. David LELYVELD, *Aligarh's First Generation. Muslim solidarity in British India*, Princeton, Princeton University Press, 1978.

BCAI 6 (1989) G.C. Kozlowski: Muslim Endowments and Society in British India, recensé par M. Gaborieau
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

tandis que la légitimité de la seconde n'a jamais été contestée. La première arène est donc celle de l'administration. En vue de maximaliser leurs revenus (surtout agraires), les administrateurs britanniques redéfinirent et réglementèrent les droits sur la terre; ils figèrent une terminologie restée fluctuante : ainsi ils fermèrent la frontière restée ouverte entre les fondations pieuses et les autres formes de tenures privilégiées; et à l'intérieur des fondations pieuses, ils établirent une séparation nette entre celles qui étaient « publiques » et celles qui étaient « familiales », alors que jusqu'alors la distinction était plus lexicographique que juridique (on ne l'a retrouvée jusqu'ici que dans des textes littéraires et des dictionnaires; pas dans des documents officiels). D'un autre côté, durant la période britannique, l'aristocratie musulmane a eu de plus en plus recours aux fondations familiales pour préserver et consolider son patrimoine de plus en plus menacé (ch. 2).

La seconde arène est la société musulmane elle-même. Par une analyse sociologique des documents d'archives et des dossiers des procès concernant ces fondations, l'auteur nous révèle la vie concrète des musulmans : l'organisation de la vie des quartiers autour des mosquées et des écoles privées, et surtout des tombes de saints (ch. 3). Mais aussi les âpres luttes à l'intérieur des familles pour le contrôle du patrimoine; luttes souvent portées devant les tribunaux britanniques, qui donnaient une sécurité au vainqueur mais ruinaient fréquemment les fondations qu'on voulait s'approprier (ch. 4).

Ce qui nous amène à la troisième arène, celle où s'élabore le droit anglo-musulman. C'est l'objet du ch. 5, « Création d'un droit des fondations musulmanes », qui est le plus intéressant pour les islamologues et occupe près du tiers de l'ouvrage (p. 96-156). Joseph Schacht a depuis longtemps souligné que le droit anglo-musulman a acquis des particularités telles qu'il peut à peine être encore appelé « droit islamique » [1], notamment en raison de la suppression du *qāḍī* (remplacé par les tribunaux ordinaires), de la considération des précédents et de la codification par ordonnances. On connaît aussi relativement bien le contenu de ce droit grâce en particulier au savant manuel de Asaf A.A. Fyzee (Fayḍī) [2]; mais on comprend encore très mal l'histoire de la formation de ce droit (alors que les études sont nombreuses sur l'élaboration du droit anglo-hindou). L'A. écrit un chapitre de cette histoire à propos des *awqāf*. Il montre comment les juges (qui pouvaient être britanniques ou hindous aussi bien que musulmans, et qui après 1864 cessèrent d'être assistés par des *muftī*, s'inspirèrent d'un tout petit nombre de textes classiques traduits en anglais, qu'ils considérèrent à tort comme des codes (p. 130); qu'ils produisirent des manuels (p. 130-131) qui furent aussi considérés comme des codes et où s'introduisirent des principes de droit anglais; comment les appels devant une hiérarchie de tribunaux (dont le plus élevé était le Privy Council de Sa Majesté à Londres) constituèrent une jurisprudence et contribuèrent à la codification du droit dans un esprit totalement différent du *fiqh* où chaque

1. Joseph SCHACHT, *An Introduction to Islamic Law*, Oxford, Clarendon Press, 1964, p. 94-99.

2. Asaf A.A. FYZEE, *Outlines of Muhammadan Law*, London, Oxford University Press, 1949; 3e éd. mise à jour, 1964. Sur la biographie et les vues de cet important penseur moderniste, voir Asaf A.A. FYZEE, *Conférences sur l'Islam*, Paris, C.N.R.S., 1956. Sur les milieux ismaéliens modernistes où il vivait, voir : Theodore P. WRIGHT, « Muslim Kinship and Modernization : The Tyabji Clan of Bombay », in Imtiaz AHMAD, éd., *Family, Kinship and Marriage among Muslims in India*, Delhi, Manohar, 1976, p. 217-238.

BCAI 6 (1989) G.C. Kozlowski: Muslim Endowments and Society in British India, recensé par M. Gaborieau
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

cas est considéré isolément par le *qāḍī*. Cette élaboration à travers les tribunaux ne tint absolument pas compte du travail parallèle des *ʿulamāʾ* qui continuèrent à écrire et à publier des *fatāwā* qui, elles, n'avaient aucune valeur officielle. Ce livre fait enfin ressortir un des caractères marquants de ce droit qui avait déjà été souligné par Schacht, son « archaïsme et purisme délibéré » [1], les juges indiens rejoignant, sans s'être concertés avec eux, les positions des fondamentalistes comme les *Ahl-i ḥadīth* (p. 172), secte d'inspiration wahhābite.

La question fut enfin portée sur l'arène politique après le jugement de 1894 du Privy Coucil qui rendait illégales les fondations familiales. Cette bataille (ch. 6) pour une modification de la loi fut la répétition générale des deux grands mouvements de masse de l'Islam indien au XXe siècle : le mouvement pour le califat (1919-1924) et la campagne pour le Pakistan (1940-1947). On y trouve déjà les deux ingrédients nécessaires pour faire un mouvement de masse : des politiciens anglicisés qui se posent comme représentants de la communauté musulmane indienne tout entière; et des *ʿulamāʾ* qui leur apportent une caution religieuse. Le politicien fut Jinnah, celui qui devait trente ans plus tard fonder le Pakistan; les trois grandes écoles de *ʿulamāʾ* lui donnèrent leur caution. Ils obtinrent en 1913 le vote en Inde d'une loi autorisant les fondations familiales, loi à laquelle un acte additionnel de 1930 donna un effet rétroactif.

Ce livre passionnant de bout en bout augure bien du travail de longue haleine sur les fondations pieuses entrepris par l'auteur; nous attendons la suite avec impatience.

Marc GABORIEAU
(C.N.R.S./E.H.E.S.S., Paris)

Ian Henderson DOUGLAS, *Abul Kalam Azad. An Intellectual and Religious Biography*, edited by Gail MINAULT and Christian W. TROLL. Delhi, Oxford University Press, 1988. In-8°, 368 p., glossaire, bibliog. (dont bibliographie complète des œuvres d'Azad), index, 15 photos d'époque.

L'année 1988 qui marque le centenaire de la naissance et le trentième anniversaire de la mort d'Abū l-Kalām Azād (1888-1958) a vu la parution de l'étude la plus fouillée à ce jour sur sa vie et sa pensée, une étude qui vient combler un vide dans notre documentation. En effet Āzād est célèbre pour son action politique. De 1912 à 1924, il fut le penseur et l'un des leaders du pan-islamisme et du nationalisme en Inde. Après une retraite consacrée à la rédaction d'un commentaire du Coran, il refit surface en 1937 comme la personnalité musulmane la plus importante associée avec la majorité hindoue au sein du parti du Congrès pour construire une Inde indépendante multiconfessionnelle, face à Jinnah qui devait bientôt lancer la campagne pour le Pakistan. Depuis la partition de 1947 jusqu'à sa mort, il fut ministre de l'Éducation de l'Inde indépendante. Si cette carrière publique est bien connue, sa personnalité profonde, ses motivations et même sa pensée nous échappaient en grande partie jusqu'ici. Les biographies officielles de ses thuriféraires restaient superficielles. Āzād lui-même avait brouillé les pistes;

1. SCHACHT, *op. cit.*, p. 96.

BCAI 6 (1989) G.C. Kozlowski: Muslim Endowments and Society in British India, recensé par M. Gaborieau
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net